

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;
Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;
Overwegende dat omwille van een doeltreffende werking van de Rijksadministratie de publikatie van dit besluit binnen de kortst mogelijke tijd noodzakelijk is;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 5 van het koninklijk besluit van 21 mei 1987 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van gipsbanden en ander gipsmateriaal, van bloed en bloedplasma voor transfusie en van moedermelk, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 juni 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1988. ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 31 december 1987.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 januari 1988.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

Vu l'urgence;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;
Considérant qu'un fonctionnement efficace de l'Administration de l'Etat nécessite la publication du présent arrêté dans les délais les plus brefs;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 5 de l'arrêté royal du 21 mai 1987 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des bandes et autres matières plâtrées, du sang et du plasma sanguin pour transfusion et du lait maternel, modifié par l'arrêté royal du 30 juin 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1988. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 31 décembre 1987

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 janvier 1988.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 88 — 144

5 NOVEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'Environnement wallon

L'Exécutif régional wallon;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne et notamment son article 11;

Vu le décret du 12 février 1987 visant à l'établissement d'un rapport sur l'« Etat de l'Environnement wallon »;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Considérant que les procédures d'établissement d'un rapport sur l'« Etat de l'Environnement wallon » doivent être mises sur pied dans les tout meilleurs délais;

Considérant que la mise au point de ces textes est nécessaire à l'élaboration des stratégies de l'environnement en Région wallonne;

Vu l'urgence;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture et après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Ministre : Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions.

2^o Rapport : Le rapport évoqué à l'article 2 du décret du 12 février 1987, visant à l'établissement d'un rapport sur l'« état de l'Environnement wallon ».

3^o Conseil : Le Conseil wallon de l'Environnement évoqué à l'article 11 du décret du 11 septembre 1985, organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne et à l'article 4 du décret du 12 février 1987, cité à l'alinéa précédent.

CHAPITRE II. — Du contenu du rapport

Art. 2. § 1^o Le rapport est destiné à mettre à la disposition des différents organes, tant publics que privés, de la Région wallonne un outil évaluant l'état de l'environnement et son évolution dans le temps, les pressions qui sont exercées sur lui et la gestion qui est mise en place tant par les pouvoirs publics que par le secteur privé.

Le rapport doit être conçu de façon compatible avec les demandes des organismes internationaux.

§ 2° La table des matières est la suivante :

I. Etat :

- sous-sol;
- sol;
- eau;
- climat;
- air;
- microorganismes;
- flore et végétation;
- faune;
- population humaine;
- occupation et utilisation du sol;
- paysages et écosystèmes.

II. Pressions :

- agriculture et élevage;
- sylviculture;
- pêche et aquaculture;
- chasse;
- production d'énergie;
- prélèvements d'eau;
- industries extractives;
- industries
- transports;
- urbanisation;
- loisirs;
- pollutions.

III. Gestion :

- sol et sous-sol;
- ressources hydriques;
- atmosphère;
- flore;
- faune;
- déchets;
- énergie;
- paysages et écosystèmes;
- perception de l'environnement et attitudes de la population;
- approche économique;
- rapports interrégionaux et internationaux.

§ 3° Les chapitres I et II doivent constituer une analyse critique et prospective des différents compartiments de l'environnement.

Ces deux chapitres doivent contenir les statistiques disponibles qui sont pertinentes pour l'évaluation de l'état de l'environnement.

Sur avis conforme du Conseil, le Ministre met au point les indices d'évolution de ces différents compartiments, et tout particulièrement de la flore, de la faune et des écosystèmes.

§ 4° Le chapitre III doit comprendre une analyse de la gestion menée sur les différents compartiments de l'environnement, par les pouvoirs publics, les entreprises, les associations œuvrant dans le domaine de l'environnement et les ménages.

§ 5° Le chapitre III doit comprendre une analyse budgétaire des moyens financiers affectés à la gestion de l'environnement, par les pouvoirs publics et par les entreprises.

Sur avis conforme du Conseil, le Ministre met au point les méthodologies permettant la mesure de l'efficacité de ces affectations financières.

CHAPITRE III. — De la procédure d'élaboration du rapport

Art. 3. La section wallonne du Bureau du Plan est chargée de l'élaboration du rapport.

A cette fin, elle s'entoure des compétences requises et contacte toutes les personnes, institutions et organisations susceptibles de l'aider.

Tous les services du Ministère de la Région wallonne sont tenus de fournir à la section wallonne du Bureau du Plan les données, informations et documents demandés.

Tous les contractants de la Région wallonne sont tenus de fournir à la section wallonne du Bureau du Plan les données, informations et documents demandés, sauf avis contraire du Ministre commanditaire de l'étude confiée à ce contractant.

Art. 4. La section wallonne du Bureau du Plan prend toutes les dispositions techniques et administratives nécessaires à la réalisation de la tâche qui lui est confiée par le présent arrêté.

Art. 5. Sur avis du Conseil, le Ministre règle les modalités de conventionnement de la section wallonne du Bureau du Plan et de toute personne, institution ou organisme dont la collaboration est indispensable à la réalisation du rapport.

Le Conseil constitue le Comité d'accompagnement de toute convention liée à l'élaboration du rapport.

CHAPITRE IV. — Du Conseil wallon de l'Environnement

Art. 6. Il est créé un Conseil wallon de l'Environnement, appelé à remplir les missions définies dans le décret du 11 septembre 1985, organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement et celles définies par le décret du 12 février 1987, visant à l'établissement d'un rapport sur l'« Etat de l'Environnement wallon ».

Art. 7. Les membres du Conseil sont désignés par l'Exécutif pour une durée de cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

Pour une chaque membre effectif, l'Exécutif désigne un suppléant qui participe aux travaux du Conseil en l'absence du membre effectif.

En cas de vacance, avant l'expiration d'un mandat de membre effectif, c'est le membre suppléant qui achève le mandat en cours.

Art. 8. La Commission est composée de quinze membres, choisis par l'Exécutif pour leurs compétences dans les matières relatives à l'environnement pris dans son sens le plus large.

L'Exécutif veille à ce que toutes les disciplines scientifiques relatives aux matières de l'environnement soient représentées au sein du Conseil.

Les membres ne peuvent pas être des fonctionnaires des administrations nationales d'infrastructure (Ministère des Travaux publics, Ministère des Communications et les parastataux qui leur sont associés) ou des fonctionnaires du Ministère de la Région wallonne et des pararégionaux qui lui sont associés.

Le Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué, assiste à toutes les réunions du Conseil, sans voix délibérative.

Le Directeur de la section wallonne du Bureau du Plan, ou son délégué, assiste à toutes les réunions du Conseil, sans voix délibérative.

Art. 9. L'Exécutif désigne le Président et le Vice-Président du Conseil parmi les membres du Conseil.

Le Vice-Président remplace le Président en cas d'empêchement provisoire de celui-ci. En cas de décès ou de démission volontaire du Président, l'Exécutif désigne parmi les membres un remplaçant qui achève le mandat en cours.

Art. 10. Le Conseil siège à Namur, dans les locaux que le Ministre met à sa disposition.

Le Conseil élabore son règlement d'ordre intérieur, que le Ministre doit approuver.

Ce règlement d'ordre intérieur précisera notamment :

- les procédures de convocation, d'établissement de l'ordre du jour, de validation des procès-verbaux, avis et autres documents publiés par le Conseil;
- les procédures de vote et le nombre de participants requis pour siéger valablement;
- les délégations de signature.

Le Conseil peut convier des personnes ayant des compétences particulières à participer aux travaux; ces personnes ne peuvent pas participer aux votes.

Art. 11. Le secrétariat du Président est assuré par le personnel du Conseil économique et social, conformément à l'article 4, § 3 du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le Ministre peut prendre toute mesure pour que le personnel affecté au secrétariat soit suffisant.

Le Président assure la direction du secrétariat.

Art. 12. Les membres du Conseil touchent, pour chacune de leurs prestations, un jeton de présence de 2 500 FB, à charge du budget du Ministre. Le montant de ce jeton évolue en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ils ont en outre droit à l'indemnité pour frais de parcours et de séjour et sont à cette fin assimilés aux fonctionnaires de rang 15.

CHAPITRE V. — De la procédure de consultation et de diffusion

Art. 13. Chaque année et au plus tard le 30 novembre, l'Exécutif dépose au Conseil régional wallon, le rapport cité au chapitre II. Il y est joint la note de synthèse élaborée après consultation des instances prévues par l'article 4 du décret, et une note de prospective quant aux problèmes de gestion de l'environnement en Région wallonne. Ces deux notes sont rédigées par le Conseil.

Art. 14. La procédure suivante sera suivie :

1^o Le 15 juin de chaque année au plus tard, transmission, par la section wallonne du Bureau du Plan, du rapport sur l'Etat de l'Environnement wallon au Ministre et au Conseil.

2^o Consultation, à l'initiative du Conseil, du Conseil économique et social de la Région wallonne, des milieux scientifiques et des associations de protection de l'environnement, et organisation d'une table ronde avec les mêmes instances au plus tard pour le 30 septembre de chaque année.

3^o Dépôt par le Conseil auprès du Ministre et au plus tard le 30 octobre de chaque année, de la note de synthèse des consultations et de la table ronde prévues au point précédent et d'une note de prospective quant aux problèmes de gestion de l'environnement en Région wallonne.

Art. 15. Le Ministre assure la plus large diffusion des documents cités à l'article précédent et notamment auprès des personnes, institutions et organismes qui ont aidé à leur réalisation.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 16. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre prévoit les moyens financiers adéquats à la réalisation du rapport et à la couverture des frais liés au fonctionnement du Conseil, et aux procédures de la consultation et de diffusions prévues.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 novembre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 144

**5. NOVEMBER 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive
über die Erstellung eines Berichtes über den Zustand der Umwelt in Wallonien**

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 11;

Aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 1987 zwecks Erstellung eines Berichtes über den « Zustand der Umwelt in Wallonien »;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

In der Erwägung, dass die Verfahren in bezug auf die Erstellung eines Berichtes über den « Zustand der Umwelt in Wallonien » unverzüglich festgelegt werden müssen;

In der Erwägung, dass die Weiterentwicklung dieser Texte für die Ausarbeitung der Umweltstrategien in der Wallonischen Region notwendig ist;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers für die Umwelt und die Landwirtschaft; und nachdem hierüber beraten zu haben,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Allgemeines

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses bedeutet :

1° Minister : den Minister, zu dessen Zuständigkeiten das Umweltwesen gehört.

2° Bericht : den in Artikel 2 des Dekrets vom 12. Februar 1987 zwecks Erstellung eines Berichtes über « den Zustand der Umwelt in Wallonien » erwähnten Bericht.

3° Rat : den in Artikel 11 des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region sowie in Artikel 4 des im vorigen Absatz bezeichneten Dekrets vom 12. Februar 1987 erwähnten Wallonischen Rat für die Umwelt.

KAPITEL II. — Inhalt des Berichtes

Artikel 2. § 1. Der Bericht ist dazu bestimmt, den verschiedenen sowohl öffentlichen als auch privaten Entscheidungsorganen der Wallonischen Region ein Instrumentarium zur Bewertung des Zustands und der Entwicklung der Umwelt, der Belastungen, denen diese unterliegt, und der sowohl durch die öffentlichen Behörden als auch durch den Privatsektor eingeführten Bewirtschaftung zur Verfügung zu stellen.

Der Bericht soll mit den Anforderungen der internationalen Einrichtungen vereinbar sein.

§ 2. Das Inhaltsverzeichnis ist das folgende :

I. Zustand :

Untergrund;
Boden;
Wasser;
Klima;
Luft;
Mikroorganismen;
Pflanzenwelt;
Tierwelt;
Menschen;
Bodenbebauung und Bodennutzung;
Landschaft und Ökosysteme.

II. Belastungsarten :

Landwirtschaft und Tierzucht;
Forstwirtschaft;
Fischerei und Aquakultur;
Jagd;
Energieerzeugung;
Wasserentnahmen;
Bergbau, Steine, Erden;
Industrie;
Verkehrswesen;
Verstädterung und Siedlungsausweitung;
Freizeit;
Umweltverschmutzung.

III. Bewirtschaftung :

Boden und Untergrund;
Wasservorräte;
Atmosphäre;
Pflanzenwelt;
Tierwelt;
Abfälle;
Energie;
Landschaften und Ökosysteme;
Umweltbewusstsein und Verhaltensweise der Bevölkerung;
wirtschaftliches Vorgehen;
interregionale und zwischenstaatliche Berichten.

§ 3. Die Kapitel II und III sollen eine kritische und vorplanende Analyse der verschiedenen Umweltbereiche bilden.

Beide Kapitel sollen die verfügbaren Statistiken, die zwecks Bewertung des Zustands der Umwelt relevant sind, enthalten.

Der Minister bestimmt die Entwicklungsraten dieser verschiedenen Umweltbereiche, insbesondere der Flora, der Fauna und der Ökosysteme, nach konformer Stellungnahme des Rates.

§ 4. Kapitel III soll eine Analyse der Bewirtschaftung der verschiedenen Umweltbereiche, die durch die öffentlichen Behörden, die Unternehmen, die Vereinigungen, die im Umweltbereich aktiv sind, und die Haushalte durchgeführt wird, umfassen.

§ 5. Kapitel III soll eine haushaltsbezogene Analyse der Finanzmittel, die durch die Behörden und die Unternehmen zwecks Umweltbewirtschaftung verwendet worden sind, enthalten.

Der Minister entwickelt die Methoden, die die Erfassung der Wirksamkeit dieser Verwendungen ermöglichen.

KAPITEL III. — Erstellung des Berichtes

Art. 3. Die wallonische Abteilung des Planungsbüros ist mit der Erstellung des Berichtes beauftragt.

Sie setzt zu diesem Zweck die notwendigen Sachverständigen ein und setzt sich in Verbindung mit den Personen, Fachorganisationen und Einrichtungen, die ihr helfen können.

Alle Dienste des Ministeriums der Wallonischen Region sind verpflichtet, der wallonischen Abteilung des Planungsbüros alle Daten, Informationen und Unterlagen, um die sie ersucht hat, zur Verfügung zu stellen.

Alle Vertragspartner der Wallonischen Region sind verpflichtet, der wallonischen Abteilung des Planungsbüros die ersuchten Daten, Informationen und Unterlagen zur Verfügung zu stellen, ausser gegenteiliger Meinung des Ministers, der die diesem Vertragspartner anvertraute Studie beantragt hat.

Art. 4. Die wallonische Abteilung des Planungsbüros ergreift alle technischen und verwaltungsmässigen Massnahmen, die für die Erfüllung der ihr durch den vorliegenden Erlass anvertrauten Aufgaben notwendig sind.

Art. 5. Nach Stellungnahme des Rates bestimmt der Minister die Modalitäten für die Abkommen zwischen der wallonischen Abteilung des Planungsbüros und jedweder Person, Fachorganisation oder Einrichtung, deren Zusammenarbeit für die Erstellung des Berichtes unentbehrlich ist.

Der Rat bildet den Nebenausschuss für jegliche Vereinbarung in Zusammenhang mit der Erstellung des Berichtes.

KAPITEL IV. — Der Wallonische Rat für die Umwelt

Art. 6. Es wird ein Wallonischer Rat für die Umwelt gegründet, der dazu bestimmt ist, die im Dekret vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt bestimmten Aufgaben und diejenigen, die im Dekret vom 12. Februar 1987 zur Erstellung eines Berichtes über den Zustand der Umwelt der Wallonischen Region zu erfüllen.

Art. 7. Die Exekutive ernennt die Mitglieder des Rates auf fünf Jahre.

Sie dürfen wiederernannt werden.

Für jedes amtierende Mitglied ernennt die Exekutive ein Ersatzmitglied, das an den Arbeiten des Rates teilnimmt, wenn das amtierende Mitglied abwesend ist.

Wenn das Mandat eines amtierenden Mitgliedes vor dem Ablauf vakant ist, bringt das Ersatzmitglied das laufende Mandat zu Ende.

Art. 8. Der Ausschuss setzt sich aus fünfzehn Mitgliedern, die aufgrund ihrer Sachkenntnissen in den Bereichen betreffend die Umwelt im weitesten Sinne gewählt worden sind, zusammen.

Die Exekutive hat dafür zu sorgen, dass alle wissenschaftlichen Fachgebiete in Sachen Umwelt in dem Rat vertreten werden.

Die Mitglieder dürfen nicht Bedienstete der Nationalbehörden für die Infrastruktur (Ministerium für öffentliche Arbeiten, Verkehrsministerium und die halbstaatlichen Anstalten, die mit ihnen verbunden sind) oder Beamte des Ministeriums der Wallonischen Region oder der nebenregionalen Einrichtungen, die mit ihm verbunden sind, sein.

Der Generaldirektor der Generaldirektion für die Naturschätze und die Umwelt, oder sein Beauftragter, wohnt sämtlichen Versammlungen des Rates ohne beschliessende Stimme bei.

Der Direktor der wallonischen Abteilung des Planungsbüros, oder sein Beauftragter, wohnt sämtlichen Versammlungen des Rates ohne beschliessende Stimme bei.

Art. 9. Die Exekutive ernennt den Vorsitzenden und den beigeordneten Vorsitzenden des Rates unter den Mitgliedern des Rates.

Der beigeordnete Vorsitzende vertritt den Vorsitzenden, wenn dieser zeitweilig verhindert ist. Bei Ableben oder freiwilligem Rücktritt des Vorsitzenden ernennt die Exekutive einen Stellvertreter unter den Mitgliedern, der das laufende Mandat vollendet.

Art. 10. Der Rat tagt in Namur, in den Geschäftsräumen, die der Minister ihm zur Verfügung stellt.

Der Rat erarbeitet seine Geschäftsordnung, die der Minister gutheissen muss.

Diese Geschäftsordnung erwähnt u.a. :

die Art und Weise der Einberufung, der Festlegung der Tagesordnung, der Bestätigung der Protokolle, der Gutachten und der sonstigen Dokumente, die durch den Rat veröffentlicht werden;

die Abstimmungsverfahren und die Zahl der Anwesenden, die erforderlich ist, um rechtmässig zu beschliessen;

die Zeichnungsdelegationen;

Es steht dem Rat zu, Personen mit besonderen Sachkenntnissen zur Beteiligung an den Arbeiten aufzufordern; diese Personen sind nicht stimmberechtigt.

Art. 11. Der Sekretariat des Vorsitzenden wird gemäss Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den Regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region durch das Personal des Wirtschafts- und Sozialrates gewährleistet.

Der Minister darf alle Massnahmen treffen, damit die Zahl der dem Sekretariat zugewiesenen Personalangehörigen ausreichend ist.

Der Vorsitzende nimmt die Leitung des Sekretariats wahr.

Art. 12. Die Mitglieder des Rates erhalten, für jede Leistung, ein Anwesenheitsgeld in Höhe von 2 500 BF zu Lasten des Haushaltsplanes des Ministers. Die Höhe des Anwesenheitsgeldes variiert nach dem Index der Verbraucherpreise. Ferner sind sie zu einer Fahr- und Aufenthaltskostenvergütung berechtigt, und hierfür werden sie den Beamten des Rangs 15 gleichgestellt.

KAPITEL V. — Zurateziehungs- und Verteilungsverfahren

Art. 13. Jedes Jahr, und spätestens bis zum 30. November, legt die Exekutive dem Wallonischen Regionalrat den in Kapitel II erwähnten Bericht vor. Ihm müssen die zusammenfassende Mitteilung, die nach Zurateziehung der in Artikel 4 des Dekrets bezeichneten Kreise angefertigt wird, sowie ein Vorplanungsschreibens bezüglich der Probleme der Umweltbewirtschaftung in der Wallonischen Region beigefügt werden.

Diese Mitteilungen werden durch den Rat angefertigt.

Art. 14. Das hierunter erwähnte Verfahren ist zu befolgen :

1. Jedes Jahr, und spätestens bis zum 15. Juni, übermittelt die wallonische Abteilung des Planungsbüros dem Minister und dem Rat den Bericht über den Zustand der Umwelt in der Wallonischen Region.

2. Auf Veranlassung des Rates werden der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region, die wissenschaftlichen Kreise und die Umweltschutzvereinigungen zu Rate gezogen, und jedes Jahr, und spätestens bis zum 30. September, wird ein Rundtischgespräch mit den besagten Kreisen veranstaltet.

Jedes Jahr, und spätestens bis zum 30. Oktober, legt der Rat dem Minister die zusammenfassende Mitteilung über die Beratungen und das Rundtischgespräch, die im Punkt 2 vorgesehen sind, sowie ein Vorplanungsschreiben bezüglich der Probleme der Umweltbewirtschaftung in der Wallonischen Region vor.

Art. 15. Der Minister sorgt für die Verteilung auf breiter Basis der im vorstehenden Artikel erwähnten Unterlagen, insbesondere unter die Personen, Fachorganisationen und Einrichtungen, die bei ihrer Anfertigung mitgewirkt haben.

KAPITEL VI. — Schlussbestimmungen

Art. 16. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel sieht der Minister die Mittel, die für die Anfertigung des Berichtes und die Deckung der mit der Arbeitsweise des Rates und mit dem vorgesehenen Zurateziehungs- und Verteilungsverfahren zusammenhängenden Kosten notwendig sind, vor.

Art. 17. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 18. Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 5. November 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 144

5 NOVEMBER 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende het opmaken van een verslag over de Toestand van het Waalse Leefmilieu

De Waalse Gewestexecutieve :

Gelet op het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van 12 februari 1987 over het opmaken van een verslag over de « Toestand van het Waalse Leefmilieu »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Overwegende dat de procedures inzake opmaken van een verslag over de « Toestand van het Waalse Leefmilieu » zo spoedig mogelijk moeten opgezet worden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van het Leefmilieu en de Landbouw, en na beraadslaging erover;

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort.

2° Minister : het verslag vermeld in artikel 2 van het decreet van 12 februari 1987 over het opmaken van een verslag over de « Toestand van het Waalse Leefmilieu ».

3° Raad : de Waalse Raad voor het Leefmilieu vermeld in artikel 11 van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waarderingen van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest en in artikel 4 van het in de vorige alinea vermelde decreet van 12 februari 1987.

HOOFDSTUK II. — Inhoud van het verslag

Art. 2. § 1°. Het verslag wordt bedoeld een werktuig tot evaluatie van de toestand van het leefmilieu en de evolutie ervan in de tijd, tot waardering van de invloeden die erop worden uitgeoefend en tot waardering van het beheer dat zowel door de openbare besturen als de privé-sector aangebracht wordt, ter beschikking van de verschillende beslissingsorganen, zowel openbaar als privé, van het Waalse Gewest te stellen.

Het verslag moet opgemaakt worden zodat het bij de aanvragen van de internationale organismes past.

§ 2°. De inhoudsopgave omvat :

I. Toestand :

ondergrond;
grond;
water;
klimaat;
lucht;
micro-organismes;
flora en vegetatie;
fauna;
menselijke bevolking;
grondbezetting en -bestemming;
landschappen en ecosystemen.

II. Invloeden :

landbouw en veeteelt;
bosbouwkunde;
visserij en aquicultuur;
jacht;
energieproductie;
waterwinningen;
extractieve nijverheden;
nijverheden;
vervoer;
verstédelijking;
vrijtijdbestedingen;
verontreinigingen.

III. Beheer :

grond en ondergrond;
waterbronnen;
atmosfeer;
flora;
fauna;
afval;
energie;
landschappen en ecosystemen;
perceptie van het leefmilieu en houdingen van de bevolking;
economische benadering;
interregionale en internationale betrekkingen.

§ 3. Hoofdstukken I en II moeten een kritische en prospectieve analyse van de verschillende afdelingen van het leefmilieu vormen.

Die twee hoofdstukken moeten de beschikbare statistieken omvatten die voor de waarneming van de toestand van het leefmilieu relevant zijn.

Op gelijkvormig advies van de Raad stelt de Minister in de evolutieindexen van die verschillende afdelingen, met name die van de flora, van de fauna en van de ecosystemen.

§ 4. Hoofdstuk III moet omvatten een analyse van het beheer gevoerd door de openbare besturen, de ondernemingen, de verenigingen die in het gebied van het leefmilieu werken, en de gezinnen op de verschillende afdelingen van het leefmilieu.

§ 5. Hoofdstuk III moet omvatten een budgettaire analyse van de financiële middelen bestemd door de openbare besturen en de ondernemingen voor het beheer van het leefmilieu.

Op voordracht van de Raad stelt de Minister in de methodologieën die in staat stellen de doeltreffendheid van die financiële bestemmingen te bepalen.

HOOFDSTUK III. — *Procedure voor het opmaken van het verslag*

Art. 3. De Waalse afdeling van het Planbureau wordt belast met het opmaken van het verslag.

Daartoe treft zij de vereiste bevoegdheden en neemt contact op met personen, instellingen en organismes die vatbaar zijn haar bij te staan.

Alle diensten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden ertoe gehouden aan de Waalse afdeling van het Planbureau de gevraagde gegevens, inlichtingen en documenten te verschaffen.

Alle contracterende partijen van het Waalse Gewest worden ertoe gehouden aan de Waalse afdeling van het Planbureau de gevraagde gegevens, inlichtingen en documenten te verschaffen behalve tegengesteld advies van de Minister die het tot die contractant toevertrouwde onderzoek ingesteld heeft.

Art. 4. De Waalse afdeling van het Planbureau treft alle technische en administratieve maatregelen die nuttig zijn voor de uitvoering van de opdracht die haar door dit besluit werd toevertrouwd.

Art. 5. Op advies van de Raad regelt de Minister de modaliteiten van de overeenkomst gesloten tussen de Waalse afdeling van het Planbureau en iedere persoon, instelling of organisme waarvan de medewerking noodzakelijk is voor het opmaken van het verslag.

De Raad vormt het begeleidingscomité van iedere overeenkomst gesloten voor het opmaken van het verslag.

HOOFDSTUK IV. — *De Waalse Raad voor het Leefmilieu*

Art. 6. Er wordt een Waalse Raad voor het Leefmilieu opgericht belast met de uitvoering van alle opdrachten bepaald in het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waarnemingen van de weerslagen op het leefmilieu en die bepaald in het decreet van 12 februari 1987 over het opmaken van een verslag over de « Toestand van het Waalse Leefmilieu ».

Art. 7. De leden van de Raad worden aangewezen door de Executieve voor een duur van vijf jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Voor ieder werkend lid wijst de Executieve en plaatsvervangend lid aan die bij ontstentenis van het werkend lid aan de werkzaamheden van de Raad deelneemt.

Bij vacature vóór het einde van het mandaat van een werkend lid voltooit het plaatsvervangend lid het lopende mandaat.

Art. 8. De commissie bestaat uit vijftien leden gekozen onder de Executieve wegens hun bevoegdheden inzake leefmilieu in de ruime zin des woords.

De Executieve ziet erop toe dat alle wetenschappelijke vakken inzake leefmilieu ten midden van de Raad zouden vertegenwoordigd worden.

De leden mogen geen ambtenaren zijn van nationale infrastructuurbesturen (Ministerie van Openbare Werken, Ministerie van Verkeerswezen en parastatale besturen ervan) of noch ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest en van pararegionale besturen ervan.

De Directeur-generaal van de Algemene Directie van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde woont alle vergaderingen van de Raad zonder raadgevende stem bij.

De Directeur van de Waalse afdeling van het Planbureau of zijn afgevaardigde woont alle vergaderingen van de Raad zonder raadgevende stem bij.

Art. 9. De Executieve wijst de Voorzitter en de Ondervoorzitter van de Raad aan onder de leden van de Executieve.

De Ondervoorzitter vervangt de Voorzitter bij voorlopige verhindering ervan. Bij overlijden of bij vrijwillig ontslag van de Voorzitter wijst de Executieve onder de leden en plaatsvervanger aan die het lopende mandaat voltooit.

Art. 10. De Raad houdt zitting te Namen in de door de Minister te zijner beschikking gestelde lokalen.

De Raad maakt zijn inwendig reglement van orde op dat de Minister moet goedkeuren. Dit inwendig reglement van orde bepaalt inzonderheid :

- de procedures inzake oproeping, vaststelling van de dagorde, geldigverklaring van de notulen, adviezen en andere documenten bekendgemaakt door de Raad;
- de stemmingsprocedures en het vereiste aantal deelnemers op geldig te zetelen;
- de afgevaardigingen van ondertekening.

De Raad kan personen die bijzondere bevoegdheden hebben uitnodigen aan haar werkzaamheden deel te nemen; die personen kunnen niet aan de stemming deelnemen.

Art. 11. Het secretariaat van de Voorzitter wordt verzekerd door het personeel van de Economische en Sociale Raad overeenkomstig artikel 4, § 3 van het decreet van 25 mei 1983, tot wijziging wat de regionale economische Raad voor Wallonië betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planificatie en van de economische decentralisering en tot instelling van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

De Minister kan iedere maatregel nemen ten einde het personeel tewerkgesteld in het secretariaat voldoende zou zijn.

De Voorzitter verzekert het bestuur van het secretariaat.

Art. 12. De leden van de Raad krijgen voor iedere prestatie een aanwezigheidsgeld van 2500 BF ten laste van de begroting van de Minister. Het bedrag van dit aanwezigheidsgeld varieert volgens het indexcijfer des consumptieprijsen. Zij hebben recht op de vergoeding wegens reis- en verblijfkosten en worden daartoe met de ambtenaren van rang 15 gelijkgesteld.

HOOFDSTUK V. — Raadplegings- en bekendmakingsprocedure

Art. 13. Ieder jaar en ten laatste op 30 november wordt het in hoofdstuk II vermelde verslag door de Executieve bij de Waalse Gewestraad ingediend. Een synthesenota opgemaakt na raadpleging van de in artikel 4 van het decreet voorziene instanties en een nota met vooruitzichten in verband met de beheerproblemen van het leefmilieu in het Waalse Gewest worden erbij gevoegd. Beide nota's worden door de Raad opgemaakt.

Art. 14. De volgende procedure zal toegepast worden :

1° Ieder jaar op 15 juni ten laatste overbrenging door de Waalse afdeling van het Planbureau van het verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu aan de Minister en aan de Raad.

2° Op initiatief van de Raad, raadpleging van de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest van de wetenschappelijke kringen en van de verenigingen tot bescherming van het leefmilieu en organisatie van een ronde tafel met diezelfde instanties vóór ten laatste 30 september van ieder jaar.

3° Indiening ten laatste op 30 oktober van ieder jaar door de Raad bij de Minister van de synthesenota over de raadplegingen en over de ronde tafel bepaald in de vorige punt en van een nota met vooruitzichten in verband met de beheerproblemen van het leefmilieu in het Waalse Gewest.

Art. 15. De minister verzekert de breedste verspreiding van de in het vorige artikel vermelde documenten met name bij de personen, instellingen en organismes die tot het opstellen ervan samengewerkt hebben.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 16. Binnen de perken van de budgettaire kredieten voorziet de Minister passende geldmiddelen voor het opmaken van het verslag en de dekking van de kosten met betrekking tot de werking van de Raad en tot de voorziene raadplegings- en verspreidingsprocedures.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 18. De minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 november 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw.

D. DUCARME